

DEPLOIEMENT DE PRISME : COMME DES SUEURS FROIDES !!

UR LYON

LYON, le 27/01/2026

Malgré les avertissements de la quasi-totalité des OS représentatives au CSA SPIP, la DAP lance à tombeau ouvert le déploiement du logiciel métier. Si la DAP prend son risque, force est de constater que rien n'est rassurant dans le contexte. L'hypothèse d'une crise de l'outil de travail n'est pas à exclure dans nos SPIP alors que ceux-ci font face à une crise RH et une crise de sens sans précédent !!

- **PREMIERE INQUIETUDE : LES DIFFICULTES PERSISTANTES DU LOGICIEL SUR LE SITE PILOTE DE THIONVILLE.** En première ligne, les agents qui, depuis des mois, besognent avec le logiciel nous ont fait remonter en début d'année une liste à la Prévert des difficultés opérationnelles de PRISME dans leur quotidien : bugs basiques persistants (perte d'adresses, bugs sur les agendas, accrocs dans les éditions...), impossibilités de travailler sur plusieurs onglets en même temps, saisines complexes et chronophages pour les Personnels Administratifs (Comme les Contrôles Judiciaires qui doivent correspondre à un CODE NATINF)...

AU CSA AP du 06/01/2026, **L'UFAP UNSa Justice** a joué son rôle de lanceur d'alerte devant les promoteurs de PRISME, LA SDIP et la DAP en relayant ces difficultés très concrètes. Personne n'a nié la réalité de ses difficultés mais, avec une jolie désinvolture, on nous a invité à mettre tranquillement de l'eau dans notre vin et à attendre les prochains financements étatiques pour voir toutes les difficultés se résoudre...

- **DEUXIEME INQUIETUDE : ANGOISSES ET DECEPTIONS APRES LES PREMIERES FORMATIONS DES FIO.** Les remontées des agents qui formeront les collègues sur le terrain n'incitent guère à l'optimisme. Certains nous ont fait part d'une première formation hors sol et déconnectée des problématiques métiers (Avec des focus sur les missions des SAP !?). Ils pointent l'absence de supports, un calendrier flou, l'absence de liens avec les collègues de Thionville et certains ont le sentiment d'être livrés à eux-mêmes et se sentent insécurisés dans leur rôle. Un aspect positif est à souligner : dans la région AURA, les futurs formateurs se sont mis en lien et se montrent solidaires. Comme ils ont accès au logiciel, ils compensent par une forme d'auto-apprentissage et des échanges de tuyaux pour apprivoiser la bête...

- **TROISIEME INQUIETUDE : UNE BASCULE BRUTALE ET SANS RETOUR VERS PRISME.** Les promoteurs du projet n'ont pas opté pour une transition douce avec une brève période de double utilisation APPI/PRISME mais une bascule radicale et sans autre forme de procès. Pour les SPIP de la région AURA, celle-ci est pour l'heure arrêtée au 09/06. On croise les doigts pour la fiabilité et la continuité des données.

➤ **QUATRIEME INQUIETUDE : L'ECHEC DU LOGICIEL « I POLICE » EN BELGIQUE.**

La nouvelle est récente et elle vient du Plat Pays. Dans son édition en date du 13/01, le journal LE SOIR révélait l'abandon du projet de modernisation numérique et de Plateforme Unique de la Police Fédérale et la rupture du contrat du ministère de l'intérieur Belge avec SOPRA STERIA (ce cabinet de la tech est derrière PRISME...). La débâcle est totale, le logiciel inopérant, le scandale financier conséquent puisque la plaisanterie aura coûté depuis 2021 au bas mot 75,8 millions d'euros aux contribuables, peut-être deux à trois cent millions d'euros d'après La Libre Belgique. Les prestations de conseil et les développements du méga-logiciel sont un échec patent. Pour PRISME, depuis les premiers financements de 2020, on est sur un budget qui aurait pu soulager plus d'un SPIP et plus d'un établissement !!!

Grand pourvoyeur de fonds étatiques, ciblé par le rapport du 10/07/2023 de la Cour des Comptes sur Le Recours par l'Etat aux prestations intellectuelles des cabinets de Conseil qui incitaient les administrations et leurs décideurs à se « désintoxiquer » des cabinets de conseil et à faire preuve d'un minimum d'exigence envers eux, SOPRA STERIA a fait la démonstration de son inconséquence en Belgique. La preuve que la méthode Coué et la politique de l'Autriche ne fonctionnent pas et que ces cabinets de conseil, s'ils n'ont pas leur pareil pour impressionner nos hauts fonctionnaires, ne sont pas infailibles !!

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon fait son travail de lanceur d'alertes et prévient : confrontés à la surpopulation carcérale et à la massprobation sans véritable horizon RH, bousculés par les coups de menton ministériels qui vont dans tous les sens et qui les insécurisent, les SPIP ne peuvent se permettre une crise de l'outil de travail qui pourrait fragiliser encore plus des agents déjà bien éprouvés.

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon va suivre de près le déploiement et tire déjà la sonnette d'alarme !!

L' UFAP UNSa Justice de Lyon prévient : si la DAP, pour l'heure technocratique à souhait, s'enferme dans un déni des souffrances, des objections du terrain et dans une blague belge à la « I POLICE », elle se confrontera à une résistance à la hauteur de son aveuglement !

En conclusion, comme toujours, nos décideurs ont toutes les peines du monde à considérer que des propositions venant de personnels de terrain puissent être plus efficaces que leurs grandes idées.

Pour **L'UR UFAP UNSa Justice** de LYON :

Les secrétaires généraux : Cédric ROCHIS, Nadia CHEKHAD, Sylvain ROYERE, Florian ROUSSET.